
ÉTUDE DES CRÉDITS

2012-2013

**Demandes de renseignements généraux et
Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**



ÉTUDE DES CRÉDITS

2012-2013

**Demandes de renseignements généraux
de l'Opposition officielle**



ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#	Table des matières
1.	Liste des voyages <u>hors Québec</u> pour l'année financière 2011-2012: <ul style="list-style-type: none">- les endroits et dates du départ et du retour;- copie des programmes et rapports de mission;- les personnes rencontrées;- le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas);- le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;- la copie des rapports de mission;- pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés;- la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant (les détails de ces ententes; les résultats obtenus à ce jour);- les investissements annoncés, le cas échéant.
2.	Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels <u>au Québec</u> et des dirigeants d'organismes, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.
3.	Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites : <ul style="list-style-type: none">- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013;- le nom des firmes de publicité;- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;- le but visé par chaque dépense;- dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.
4.	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatique, ou l'organisation d'événements: <u>Organisés par le ministère ou l'organisme:</u> <ul style="list-style-type: none">— les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements;— le but visé par chaque dépense ;— le nombre d'événements total ventilé par type d'événements. <u>Organisés par une firme externe :</u> <ul style="list-style-type: none">- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements;- le nom de la ou des firmes en publicités ;- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;- le but visé par chaque dépense;- le nombre d'événements ventilé par type d'événements.
5.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par <u>un ministère ou un organisme en 2011-2012 en indiquant:</u> <ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel ou de la firme;- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;- le mandat et le résultat (rapport ou document final);- le coût;- l'échéancier;- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#	Table des matières
6.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par <u>un ministère ou un organisme</u> en 2011-2012 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant: <ul style="list-style-type: none">- le nombre d'autorisations- le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;- le montant accordé;- les motifs de la demande.
7.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant: <ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel ou de la firme;- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat,- le mandat et le résultat (rapport ou document final);- le coût;- l'échéancier;- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
8.	Le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.
9.	Pour chaque projet de développement informatique de 100 000 dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère: <ul style="list-style-type: none">- le nom du projet;- la nature du projet;- l'échéancier;- le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;- les plus récentes évaluations du coût du projet;- les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;- les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat, le cas échéant;- le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;- le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère;- Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, telle qu'exigée par la <i>Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics</i>.
10.	Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chacune des dépenses suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la photocopie;- le mobilier de bureau;- les distributeurs d'eau de source;- le remboursement des frais de transport;- le remboursement des frais d'hébergement;- le remboursement des frais de repas;- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :<ul style="list-style-type: none">i. au Québec;ii. à l'extérieur du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#	Table des matières
11.	<p>Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chacune des dépenses reliée à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre de téléphones cellulaires, « BlackBerry », Iphone ou autre type de téléphone intelligents; - les coûts d'acquisition des appareils; - le coût d'utilisation des appareils; - le nom des fournisseurs; - le coût des contrats téléphoniques; - les ordinateurs portables ; - les iPad ou autre type de tablette électronique ; - les téléavertisseurs.
12.	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2011-2012, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel; masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires; b) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; c) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus; d) le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc); e) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; f) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus; g) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique; h) le nombre et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers; i) l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; l) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); m) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
13.	<p>Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nombre de départs à la retraite en 2011-2012 ; - nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines; - nombre de départs à la retraite prévus pour 2012-2013; - nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#	Table des matières
14.	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'emplacement de la location; - la superficie du local loué; - la superficie réellement occupée; - la superficie inoccupée; - le coût de location au mètre carré; - le coût total de ladite location; - les coûts d'aménagement réalisé depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; - la durée du bail; - le propriétaire de l'espace loué; - le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
15.	<p>Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2011 à ce jour.</p>
16.	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2011-2012 en indiquant pour chaque individu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; - le titre de la fonction; - l'adresse du port d'attache; - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; - la prime de départ versée, le cas échéant; - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève ; - la description de tâches; - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2011; - le nombre total d'employés au cabinet; - la masse salariale totale par cabinet pour les années 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ; - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée; - s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées <u>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre</u> et <u>Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État</u>.
17.	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du</p> <ol style="list-style-type: none"> ministre; ministère ou de l'organisme, en indiquant : <ul style="list-style-type: none"> - le nom de l'organisme concerné ou de la personne; - la circonscription électorale; - le montant attribué; - le projet visé et le résultat.
18.	<p>Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le poste initial; - le salaire; - le poste actuel, s'il y a lieu; - la date de la mise en disponibilité; - les prévisions 2012-2013.
19.	<p>Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2011-2012.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#	Table des matières
20.	Nombre de fonctionnaires et/ou ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère et organisme.
21.	<p>Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom de la personne; - le poste occupé; - le salaire de base et les bonis, le cas échéant; - l'assignation initiale; - la date de l'assignation hors structure; - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
22.	<p>Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'assignation initiale; - l'assignation actuelle; - le salaire de base et les bonis, le cas échéant; - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
23.	<p>Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les clubs privés ou autres; - les billets de saison, les loges; - etc.
24.	<p>Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du site Web; - le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site; - le coût de construction du site; - le coût de l'entretien et de la mise à jour; - le responsable du contenu sur le site; - la fréquence moyenne de mise à jour; - le nombre de visiteurs (hits) par mois; - combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?
25.	<p>Nominations, depuis le 1^{er} avril 2011, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et sans en restreindre la portée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la liste; - les mandats; - les contrats; - le résultat du travail effectué; - les échéances prévues; - les sommes impliquées.
26.	Pour 2011-2012, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.
27.	<p>Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2011-2012:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; - le nombre de refus (et mention en vertu de quelle raison ou article); - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

#	Table des matières
28.	La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres : <ul style="list-style-type: none"> - le coût (déplacements, etc.); - le nombre de ressources affectées; - le nombre de rencontres; - le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre
29.	La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1 ^{er} avril 2011 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
30.	Détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, depuis 2003-2004.
31.	Tel que prévu dans la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2012-2013.
32.	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2011-2012 et prévisions 2012-2013.
33.	Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 et 2013-2014 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
34.	Pour chaque ministère ou organisme, la liste des ententes signées depuis le 1 ^{er} avril 2004 avec une ou des conférences régionales des élus. Indiquer la nature de l'entente, les sommes qui y sont associées, le cas échéant, en vertu de quel programme ces sommes sont allouées, la ou les date(s) des versements et à quelles fins elles ont été consacrées.
35.	Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, société d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes au rendement et des bonis.
36.	Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, société d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes de départ incluant des montants versés pour bris de contrat.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 1

1- Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012:

- les endroits et dates du départ et du retour;
- copie des programmes et rapports de mission;
- les personnes rencontrées;
- le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas);
- le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- la copie des rapports de mission;
- pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant (les détails de ces ententes; les résultats obtenus à ce jour);
- les investissements annoncés, le cas échéant.

- Les endroits et dates du départ et du retour :

Départ :	Commissaire	Montréal-Ottawa	04-07-2012
Retour :		Ottawa-Montréal	07-07-2012
Départ :	Directrice de la recherche	Québec-Ottawa	03-07-2012
Retour :	et des projets spéciaux	Ottawa-Québec	07-07-2012

- Congrès Monde des femmes 2011 :

Allocution de la commissaire à la CÉS.

- Personnes rencontrées :
Commissaire de la Commission ontarienne
de l'équité salariale
Sous-ministre adjointe à la Direction des
questions féminines du Nouveau-Brunswick

- Montant global : 2 585 \$

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 2

- 2- Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.

S/O

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 3

3- Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013; b) le nom des firmes de publicité; c) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.			
a) Total des dépenses en publicité en 2011-2012		130 550 \$	
b) Firme de publicité :		Triade Marketing Communication Design	
c) Mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) :		Contrat négocié	
d) Le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes :		Voir tableau ci-dessous	
e) Le but visé pour chaque dépense :		1) Pour informer les employeurs 2) Pour informer les travailleuses 3) Information générale sur la Loi (voir tableaux ci-dessous)	
1) Pour informer les employeurs			
Titre	Type	Fournisseur	Coût
Envoi d'une lettre aux employeurs concernant l'obligation d'évaluer le maintien au 31 décembre 2011	Promotion	CSPQ	8 974,00 \$
Conception de la campagne d'information sur l'obligation d'évaluer le maintien de l'équité salariale au 31 décembre 2011	Publicité	Triade Marketing Communication Design	1 445,00 \$
Campagne d'information sur l'obligation d'évaluer le maintien de l'équité salariale au 31 décembre 2011	Publicité	Canoe (site internet)	6 247,06 \$

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 3

3- Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012- 2013; b) le nom des firmes de publicité; c) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.			
1) Pour informer les employeurs (suite)			
Campagne d'information sur l'obligation d'évaluer le maintien de l'équité salariale au 31 décembre 2011	Publicité	Journal Les Affaires	5 073,75 \$
Campagne d'information sur l'obligation d'évaluer le maintien de l'équité salariale au 31 décembre 2011	Publicité	Publications Transcontinental (sites internet)	6 885,00 \$
Campagne d'information sur l'obligation d'évaluer le maintien de l'équité salariale au 31 décembre 2011	Publicité	Radio Canada (site internet)	4 235,29 \$
Campagne d'information sur l'obligation d'évaluer le maintien de l'équité salariale au 31 décembre 2011	Publicité	Réseau Olive Canada (site internet)	6 352,94 \$
Campagne d'information sur l'obligation d'évaluer le maintien de l'équité salariale au 31 décembre 2011	Publicité	Rogers media inc. (site internet)	6 141,18 \$
Campagne d'information sur l'obligation d'évaluer le maintien de l'équité salariale au 31 décembre 2011	Publicité	Magazine Entreprendre	3 785,29
		Ose Design	250,00 \$

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 3

3- Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites : g) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012 2013; h) le nom des firmes de publicité; i) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); j) le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; k) le but visé par chaque dépense; l) dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.			
2) Pour informer les travailleuses			
Tablettes pour Publi-Sac	Promotion	J.B. Deschamps	11 613,00 \$
		Publi-Sac Québec Média Transcontinental – insertion dans les sacs	4 307,65 \$
Articles promotionnels	Promotion	Publicité Cantin	1 200,00 \$
Campagne travailleuses (suite)	Publicité	70 hebdos régionaux	50 138,00 \$
Campagne travailleuses (suite)	Publicité	Journaux ethniques	5 291,00 \$
Cahier spécial de la journée internationale des femmes du 8 mars 2012	Publicité	Le Devoir	3 436,00 \$
3) Information générale sur la Loi			
Articles promotionnels pour employeurs	Promotion	Publicité Cantin	4 980,00 \$
		Ose Design	195,00 \$

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 4

4- Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatique, ou l'organisation d'événements:

Organisés par le ministère ou l'organisme:

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements;
- le but visé par chaque dépense ;
- le nombre d'événements total ventilé par type d'événements.

Organisés par une firme externe :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements;
- le nom de la ou des firmes en publicités ;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- le but visé par chaque dépense;
- le nombre d'événements ventilé par type d'événements.

La Commission n'a organisé ou fait organiser aucun événement en 2011-2012.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 5

5 - Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un <u>ministère ou un organisme en 2011-2012 en indiquant:</u>		
- le nom du professionnel ou de la firme;		
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);		
- le coût;		
- l’échéancier;		
- dans le cas d’octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Alfid Services immobiliers ltée	Réparation d’une porte avec serrure magnétique au bureau de Montréal	1 559 \$
Association Y.W.C.A. de Québec	Plan de visibilité au Gala-bénéfice Femmes de mérite 2011	1 750 \$
Cabinet de relations publiques National inc.	Conseil stratégique et service-conseil en matière de communication externe	24 000 \$
Café Sirocco inc.	Service de traiteur pour réunion de personnel	1 006 \$
Collège d’enseignement général et professionnel François-Xavier Garneau	Développement et mise en ligne d’un nouveau module de formation en ligne destiné aux travailleuses sur la mise en œuvre de l’équité salariale	7 960 \$
Communication Demo inc.	Revue de presse électronique, mars 2011	1 682 \$
Compugen inc.	Renouvellement de licences diverses (Backup Exec, Remote agent, xchange, SQL, EndPoint)	2 114 \$
Congrès des relations industrielles de l’Université Laval	Location d’un kiosque pour le 67 ^e Congrès des relations industrielles de l’Université Laval	1 050 \$
Conseil québécois du commerce de détail	Location d’un kiosque au Colloque sur les ressources humaines dans le commerce au détail	1 000 \$

SOURCE : Commission Équité Salariale
COLLABORATION : Direction de la planification et du développement
VALIDATION: Secrétariat général

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG 5		
5 -	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un <u>ministère ou un organisme en 2011-2012 en indiquant:</u>	
-	le nom du professionnel ou de la firme;	
-	le nom de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);	
-	le coût;	
-	l’échéancier;	
-	dans le cas d’octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.	
NOM DU CONTRACTANT		MONTANT
OBJET DU CONTRAT		
Conseil québécois du commerce de détail	Location d’un kiosque au 19 ^e Congrès annuel du commerce de détail	2 500 \$
Corporate Express Canada inc.	Commande de diverses fournitures pour les bureaux de Québec et Montréal	1 084 \$
Corporate Express Canada inc.	Commande de diverses fournitures pour les bureaux de Québec et Montréal	1 837 \$
Déménagement et transport Dolbec inc.	Montage de tablettes dans le nouvel entrepôt de gestion documentaire	1 016 \$
Déom, Esther	Évaluation d’emplois	12 000 \$
DJJ Consultants inc.	Support et assistance pour assurer la sécurité du réseau informatique de la Commission (banque de 30 heures)	3 300 \$
DJJ Consultants inc.	Support et assistance pour assurer la sécurité du réseau informatique de la Commission (banque de 30 heures)	3 300 \$
Drake International inc.	Location de services de personnel	10 164 \$
École nationale d’administration publique (ÉNAP)	Évaluation d’un professionnel en situation de gestion à des fins de développement	1 500 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG 5			5 - Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 en indiquant:	
-	le nom du professionnel ou de la firme;			
-	le nom de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);			
-	le coût;			
-	l’échéancier;			
-	dans le cas d’octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.			
NOM DU CONTRACTANT		OBJET DU CONTRAT		MONTANT
Gestion de collections informatisées inc. (GCI)		Nouveau système de gestion documentaire et formation des utilisateurs		15 297 \$
Groupe Conseil Delta inc.		Support-conseil pour la production d’un appel d’offres pour l’évolution et l’adaptation du Progiciel		5 500 \$
Groupe Renaud & Associés inc.		Programme d’aide aux employés		6 000 \$
Hôtel Château Laurier Québec		Rencontre à laquelle participent les employés dans le but de discuter des projets communs et des orientations de la CÉS (16 juin 2011)		3 157 \$
Hôtel Château Laurier Québec		Rencontre à laquelle participent les employés dans le but de discuter des projets communs et des orientations de la CÉS (24 janvier 2012)		3 714 \$
Hypertec Systèmes inc.		Augmentation de la mémoire vive des 2 serveurs hôtes VMWare		1 613 \$
Hypertechnologie Ciara inc.		Achat de 10 ordinateurs		10 020 \$
IFX Productions		Réalisation de sept capsules vidéo haute définition destinées à être publiées sur internet pour faciliter la compréhension de la Loi sur l’équité salariale		5 676 \$
Imprimerie Solisco inc.		Impression de 200 copies du Rapport annuel de gestion 2010-2011		2 842 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG 5			5 - Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 en indiquant:	
-	le nom du professionnel ou de la firme;			
-	le nom de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);			
-	le coût;			
-	l’échéancier;			
-	dans le cas d’octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.			
NOM DU CONTRACTANT		OBJET DU CONTRAT		MONTANT
Imprimeries Transcontinental		Impression de 2 000 dépliants « Plainte »		1 082 \$
Imprimeries Transcontinental		Impression de 5 000 copies de la brochure « Le salaire a-t-il encore un sexe ? »		2 625 \$
Informatique EBR inc.		Achat de 2 numériseurs		1 050 \$
J.B. Deschamps inc.		Impression de 100 200 bloc-notes pour Publisac		11 613 \$
Joseph Clermont inc.		Impression de 1 000 chemises « Plainte »		1 203 \$
Joseph Clermont inc.		Impression de 1 000 chemises « Plainte »		1 203 \$
Konica Minolta Business Solutions [Canada] ltd.		Location d’un photocopieur pour 60 mois pour le bureau de Montréal		7 380 \$
LaRue, André		Réalisation d’enquêtes en matière d’équité salariale		5 000 \$
LaRue, André		Réalisation d’enquêtes en matière d’équité salariale		5 000 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 5

5 - Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 en indiquant:			<u>de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme</u>	
- le nom du professionnel ou de la firme;				
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);				
- le coût;				
- l’échéancier;				
- dans le cas d’octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.				
NOM DU CONTRACTANT		OBJET DU CONTRAT		MONTANT
Lyreco [Canada] inc.		Commande de diverses fournitures pour les activités normales des bureaux de Québec et Montréal		1 362 \$
Mallette		Expertise financière et comptable demandée par la CES dans le cadre d’une demande d’étalement des ajustements salariaux déterminés à la suite d’un programme d’équité salariale		20 000 \$
Médias Transcontinental		Insertion dans le Publi-Sac de 100 178 blocs-notes		4 308 \$
Merlicom inc.		Location d’un kiosque au Congrès de l’Ordre des conseillers en ressources humaines agréés, 17-18 octobre 2011 au Centre des congrès de Québec		2 750 \$
National Event Management		Location d’un kiosque au Salon National de la Femme de Québec, novembre 2011		1 720 \$
National Event Management		Location d’un kiosque au Salon National de la Femme de Montréal, mars 2012		1 960 \$
Norton Rose		Paiement de frais judiciaires conformément à la décision de la Cour d’appel no 200-09-006806-92		4 696 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 5

# de fiche : RG 5		
5 -	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un <u>ministère ou un organisme en 2011-2012 en indiquant:</u>	
	- le nom du professionnel ou de la firme;	
	- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;	
	- le mandat et le résultat (rapport ou document final);	
	- le coût;	
	- l’échéancier;	
	- dans le cas d’octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.	
NOM DU CONTRACTANT		MONTANT
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés		6 975 \$
Ose Design inc.		20 500 \$
Paradis, Lemieux, Francis (Me Madeleine Lemieux)		5 000 \$
Publicité Cantin		1 950 \$
Publicité Cantin		4 250 \$
Simard, Julie		15 000 \$
Société Plan de vol inc.		22 000 \$
Solutions Victrix inc.		9 375 \$
Spécialiste du stylo – papeterie inc.		1 233 \$

SOURCE : Commission Équité Salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RG 5		
5 -	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un <u>ministère ou un organisme en 2011-2012 en indiquant:</u>	
	- le nom du professionnel ou de la firme;	
	- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);	
	- le coût;	
	- l'échéancier;	
	- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.	
NOM DU CONTRACTANT		OBJET DU CONTRAT
		MONTANT
Spécialiste du stylo – papeterie inc.		Achat de fournitures pour les bureaux de Québec et de Montréal
Technologie Iweb inc.		Hébergement du site de la formation en ligne et de la page d'accueil de DEMES
Triade Marketing communication design inc.		Réalisation de placements publicitaires pour la campagne destinée aux travailleuses
Université de Sherbrooke		Participation à la formation : Médiation en relations du travail, stratégies connexes et outils d'appoint
		1 633 \$
		2 363 \$
		21 000 \$
		2 550 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 6

6- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant:

- le nom d'autorisations;
- le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi ;
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi ;
- le montant accordé;
- les motifs de la demande.

Aucun contrat octroyé par la Commission n'a fait l'objet d'une autorisation prévue à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 7

7- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant:

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat,
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

S/O

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 8

8- Le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.

**Cette question ne semble pas pertinente
à l'exercice de l'étude des crédits.**

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 9

9- Pour chaque projet de développement informatique de plus de 100 000 dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère:

- le nom du projet;
- la nature du projet;
- l'échéancier;
- le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- les plus récentes évaluations du coût du projet;
- les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;
- les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat, le cas échéant;
- le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.
- Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, telle qu'exigée par la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

Pour l'année financière 2011-2012, il n'y a eu aucun projet de développement informatique de 100 000 \$ et plus.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION : Secrétariat général

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 10

10- Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
- le mobilier de bureau;
- les distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - i. au Québec;
 - ii. à l'extérieur du Québec.

- la photocopie (location photocopieur et copies);	19 661 \$
- le mobilier de bureau;	5 381 \$
- les distributeurs d'eau de source;	656 \$
- le remboursement des frais de transport;	81 148 \$
- le remboursement des frais d'hébergement;	59 468 \$
- le remboursement des frais de repas;	36 020 \$
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :	
i. au Québec;	34 792 \$
ii. à l'extérieur du Québec	3 375 \$

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 11

11-

Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chacune des dépenses reliée à la téléphonie :

- le nombre de téléphones cellulaires, « BlackBerry », iPhone ou autre type de téléphone intelligent;
- les coûts d'acquisition des appareils;
- le coût d'utilisation des appareils;
- le nom des fournisseurs;
- le coût des contrats téléphoniques;
- les ordinateurs portables ;
- les iPad ou autre type de tablette électronique ;
- les téléavertisseurs.

- le nombre de téléphones cellulaires, «BlackBerry», iPhone ou autre type de téléphone intelligent :	31 appareils
- les coûts d'acquisition des appareils :	119 \$
- les coûts d'utilisation des appareils :	2 428 \$
- le nom des fournisseurs :	Bell Informatique EBR
- le coût des contrats téléphoniques :	13 682 \$
- les ordinateurs portables, les iPad ou autre type de tablette électronique :	677 \$
- les téléavertisseurs :	Aucun

SOURCE : Commission de l'équité salariale
COLLABORATION : Direction de la planification et du développement
VALIDATION: Secrétariat général

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 12

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

- a-b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones, des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
- e) le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) ;
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus ;
- h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique ;
- i) le nombre et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers ;
- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 12

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

a-b) LE NOMBRE ET LA REPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FEMININ, DES PERSONNES HANDICAPEES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTES CULTURELLES POUR CHAQUE CATEGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC...).

Les prévisions pour 2012-2013 ne sont pas disponibles. Les données présentées sont celles de l'année en cours (2011-2012). Les pourcentages présentés sont établis par rapport à l'effectif régulier soit 42 personnes pour 2011-2012, excluant le personnel non assujetti à la Loi sur la fonction publique (soit les deux commissaires).

La catégorie d'emploi « fonctionnaires » inclut les techniciens, les employés de soutien et les ouvriers.

Répartition par catégories d'emploi, sexe et groupes d'âge

TOTAL						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	1	2,4%	6	14,3%	7	16,7%
35 ans et plus	6	14,3%	29	69,0%	35	83,3%
TOTAL	7	16,7%	35	83,3%	42	100,0%

Répartition de membres de groupes cibles par catégories d'emploi et groupes d'âge

TOTAL								
Groupes d'âge	Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
- de 35 ans	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
35 ans et plus	0	0,0%	1	2,4%	0	0,0%	2	4,8%
TOTAL	0	0,0%	1	2,4%	0	0,0%	2	4,8%

Mise en garde : Il n'est pas possible de calculer un taux de représentativité global des membres de groupes cibles en additionnant le taux de représentativité pour chacun des groupes cibles, car les cibles de représentativité sont établies pour chacun des groupes et non pour l'ensemble. Par ailleurs, un même individu peut se retrouver dans plus d'un groupe cible.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 12

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

Les données pour les questions c) à g) concernent le personnel régulier et occasionnel assujetti à la Loi sur la fonction publique.

c) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL
Le nombre de jours de maladie fait référence à l'utilisation du code d'absence 120.
Pour 2011-2012, le total de jours de maladie pris par le personnel est de 403.5 jours.

d) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RESERVE DE CONGES DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 A 50 JOURS, DE 50 A 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

e) LE NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLEMENTAIRES TRAVAILLEES PAR LE PERSONNEL ET REPARTITION DE LA REMUNERATION DE CES HEURES SUPPLEMENTAIRES.

	2011-2012 (heures supplémentaires)		
	Nombre d'heures payées	Nombre total d'heures compensées	Total
Total :	1 980,01	1 429,53	3 409,54

f) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL.
Le nombre de jours de vacances fait référence à l'utilisation du code d'absence 110.

Pour 2011-2012 : 86.04 jours de vacances/par mois.

g) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RESERVE DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 A 50 JOURS, DE 50 A 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

h) LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCELEMENT PSYCHOLOGIQUE.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 12

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

- i) LE NOMBRE ET LA REPARTITION PAR CATEGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES) QUI REÇOIT UNE REMUNERATION DU MINISTERE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTERE ET QUI REÇOIT EGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN REGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RESEAUX DE LA SANTE ET DE L'EDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CEGEPS, LES ETABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES REGIONALES ET LES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS ;

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégories d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

- j) L'EVOLUTION DES EFFECTIFS REGULIERS PAR CATEGORIES D'EMPLOI (CADRES SUPERIEURS ET INTERMEDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES REGIONS).

Années financières 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012

	Québec	Montréal	Total
2009-2010	41	7	48
2010-2011	31	11	42
2011-2012	33	9	42

- k) L'EVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYES REGULIERS BENEFICIANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITE DE LA TACHE A ACCOMPLIR (EXPERT ET EMERITE).

Année	Nombre total
2009-2010	6
2010-2011	5
2011-2012	5

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 12

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

d) LE NOMBRE D'EMPLOYES RÉGULIERS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE.

Année	Nombre total
2009-2010	3
2010-2011	4
2011-2012	7

m) EFFECTIF TOTAL AUTORISÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI.

2011-2012	90
-----------	----

La ventilation par catégorie d'emploi n'est pas disponible.

n) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATEGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGETAIRES.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 13

13 - Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :

- nombre de départs à la retraite en 2011-2012 ;
- nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- nombre de départs à la retraite prévu pour 2012-2013;
- nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Nombre de départs à la retraite en 2011-2012 :	2
--	---

Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines :	0
--	---

Nombre de départs à la retraite prévu pour 2012-2013 :	2
--	---

Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats :	0
--	---

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 14

14- Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire de l'espace loué;
- le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

• **L'emplacement de la location :**

- emplacements situés au 200, chemin Ste-Foy, 4^e étage et sous-sol, Québec
- un emplacement situé au 500, boul. René-Lévesque Ouest, 7^e étage, Montréal

• **La superficie du local loué :**

- À Québec : 1 350,00 m²
- À Montréal : 633,35 m²

• **Le coût total de ladite location :**

- À Québec : 244 790 \$
- À Montréal : 224 731 \$

- **Les coûts d'aménagement réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés :** 1 717 \$

• **La durée du bail :**

- À Québec : 10 ans
- À Montréal : 20 ans

• **Le propriétaire de l'espace loué :**

- À Québec : Devcorp inc.
- À Montréal : 4456050 Canada inc.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION : Secrétariat général

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 15

15- Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2011 à ce jour.

S/O

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 16

- 16- Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2011-2012 en indiquant pour chaque individu :**
- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - la prime de départ versée, le cas échéant;
 - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève ;
 - la description de tâches;
 - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2011;
 - le nombre total d'employés au cabinet;
 - la masse salariale totale par cabinet pour les années 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012;
 - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
 - s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

S/O

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 17

- 17- Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du**
- i. ministre;**
 - ii. ministère ou de l'organisme, en indiquant :**
 - le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - la circonscription électorale;
 - le montant attribué;
 - le projet visé et le résultat.

S/O

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 18

18- Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité;
- les prévisions 2012-2013.

**La réponse à cette question
sera transmise par le Conseil du trésor**

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 19

19- Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2011-2012.

**Cette question ne semble pas pertinente
à l'exercice de l'étude des crédits.**

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 20

20- Nombre de fonctionnaires et/ou ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère et organisme.

**Cette question ne semble pas pertinente
à l'exercice de l'étude des crédits.**

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 21

21- Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- le nom de la personne;
- le poste occupé;
- le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- l'assignation initiale;
- la date de l'assignation hors structure;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

La Commission ne compte aucune ressource rémunérée mais n'occupant aucun poste au sein de l'organisation.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 22

22- Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- l'assignation initiale;
- l'assignation actuelle;
- le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

S/O

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RG 23

23- Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :
- les clubs privés ou autres;
- les billets de saison, les loges;
- etc.

La Presse (2 copies)	348 \$
L'Actualité	38 \$
Le Devoir (2 copies)	366 \$
Le Soleil	167 \$
Le Courrier parlementaire	1 750 \$
Les Affaires	78 \$
Droits de la personne et les relations du travail, mise à jour # 29	95 \$
Guide pratique accès et protection de l'information, mise à jour # 9	70 \$
Accès à l'information-Loi annotée jurisprudence, mise à jour # 21	98 \$
Accès à l'information-Loi annotée jurisprudence, mise à jour # 22	106 \$
Accès REJB	1 495 \$
Charte canadienne des droits et libertés, mise à jour # 18	155 \$
Tribunaux administratifs du Québec, mise à jour # 18	34 \$
Tribunaux administratifs du Québec, mise à jour # 19	112 \$
Revue d'arbitrage et de médiation (2 copies + 1 abonnement Web)	404 \$
Gazette officielle du Québec, partie 2 – Lois et règlements	258 \$
Légis-Québec	795 \$
Recueil de politique de gestion (Vol. 1 – MAJ # 103; Vol. 5 – MAJ # 76 ; Vol. 7 – MAJ # 67; Vol. 8 – MAJ # 59)	44 \$
Journal de Montréal	135 \$
Journal de Québec	172 \$
Accès à l'information et protection des renseignements personnels, mise à jour # 18	363 \$
Accès à l'information et protection des renseignements personnels, mise à jour # 19	363 \$
Accès à l'information et protection des renseignements personnels, mise à jour # 20	333 \$
Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale	921 \$
Revue Relations industrielles	140 \$
The Gazette (2 copies)	618 \$
Lois du travail	60 \$
Code du travail (2 copies)	190 \$
Lois du travail (3 copies)	177 \$
Lois sur les normes du travail (2 copies)	190 \$
Code de procédure civile	60 \$
Alter ego : Charte des droits de la personne (2 copies)	190 \$
SOCAN – Attente musicale 3 lignes	99 \$
Abonnement au bulletin électronique L'Express Travail – SOQUIJ	565 \$

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 24

- 24- Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :**
- Le nom du site Web;
 - le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
 - le coût de construction du site;
 - le coût de l'entretien et de la mise à jour;
 - le responsable du contenu sur le site;
 - la fréquence moyenne des mises à jour;
 - le nombre de visiteurs (hits) par mois;
 - combien de fois le site a-t-il été refait? Quel en a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

Le nom du site Web :	www.ces.gouv.qc.ca
Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	Global Internet
Les coûts de construction du site :	29 930 \$
Les coûts de l'entretien et de la mise à jour :	Depuis 1997 : 47 703 \$
Qui est responsable du contenu sur le site :	Directrice des communications et Secrétaire générale
Quelle est la fréquence moyenne des mises à jour :	Hebdomadaire ou au besoin
Le nombre de visites (hits) par mois :	Ne semble pas pertinent pour l'étude des crédits
Combien de fois le site a-t-il été refait?	2 fois
Quel a été le coût?	16 620 \$ (2008-2009)

Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

En 2008-2009, la Commission a revu entièrement la présentation visuelle de son site Web afin d'offrir une image plus actuelle et d'améliorer la convivialité de la navigation. À cette occasion, les divers éléments de la page d'accueil ont été revus ce qui a permis, entre autres, de rendre plus visibles les décisions de la Commission. De plus, la révision du contenu se poursuit dans le but de l'enrichir.

La gestion dynamique du site a également été améliorée afin de la rendre plus simple ce qui permettra entre autres, de diffuser plus rapidement les renseignements concernant la Loi et les activités de la Commission pour en soutenir l'application.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 25

25- Nominations, depuis le 1^{er} avril 2011, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- la liste;
- les mandats;
- les contrats;
- le résultat du travail effectué;
- les échéances prévues;
- les sommes impliquées.

Pour l'année 2011-2012, il n'y a eu aucune nomination.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 26

26- Pour 2011-2012, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

S/O

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 27

27- Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2011-2012:

- le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information ;
- le nombre de refus (et mention en vertu de quelle raison ou article);
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

**Cette question ne semble pas pertinente
à l'exercice de l'étude des crédits.**

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction des Affaires juridiques

VALIDATION: Secrétariat général

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 28

28- La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :

- le coût (déplacements, etc.);
- le nombre de ressources affectées;
- le nombre de rencontres;
- le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

S/O

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 29

29- La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1^{er} avril 2011 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise
par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 30

30- Détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, depuis 2003-2004.

**La réponse à cette question sera transmise par le
Conseil du trésor.**

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 31

31- Tel que prévu dans la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2012-2013.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2011-2012 des ministères et organismes gouvernementaux.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 32

32- Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2011-2012 et prévisions 2012-2013.

**La réponse à cette question sera transmise par le
Conseil du trésor.**

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 33

33- Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 et 2013-2014 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

S/O

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 34

34- Pour chaque ministère ou organisme, la liste des ententes signées depuis le 1^{er} avril 2004 avec une ou des conférences régionales des élus. Indiquer la nature de l'entente, les sommes qui y sont associées, le cas échéant, en vertu de quel programme ces sommes sont allouées, la ou les date(s) des versements et à quelles fins elles ont été consacrées.

S/O

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 35

35- Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, société d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes au rendement et des bonis.

Bonis au rendement, année 2011-2012

- | | |
|------------------------------|--------------|
| • Catégorie Avocat/notaire : | 1 481,82 \$ |
| • Catégorie Professionnel : | 15 272,84 \$ |

Montant total des bonis au rendement accordés en 2011-2012 : 16 754,66 \$

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RG 36

36- Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, société d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes de départ incluant des montants versés pour bris de contrat.

S/O

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

ÉTUDE DES CRÉDITS

2012-2013

**Demandes de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**



COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Table des matières

#	Demande de renseignements particuliers
19.	Liste des dépenses de fonctionnement de la Commission par année depuis sa création.
20.	Depuis la création de la Commission, sommes investies en publicité, ventilation par année et par type de média : Indiquer : <ul style="list-style-type: none">a) le nom de toutes les campagnes;b) les coûts de ces campagnes;c) le nom de la firme ou de professionnel retenu pour la réaliser;d) les dates de diffusion de la campagne;e) les objectifs visés par chaque campagne.
21.	Pour les années 2010-2011 et 2011-2012, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer : <ul style="list-style-type: none">a) la nature et/ou l'objet du contrat ;b) la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autre) ;c) copie du contrat ;d) copie du résultat ;e) le coût du contrat.
22.	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'état d'avancement des travaux des entreprises privées et des secteurs publics et parapublics visant à se conformer à la <i>Loi sur l'équité salariale</i> .
23.	Nombre de plaintes déposées à la Commission en vertu de la Loi sur l'équité salariale, pour les années 2007, 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012 : Indiquer par type de plainte: <ul style="list-style-type: none">a) le nombre de plaintes en cours;b) le nombre de plaintes en médiation;c) le nombre de plaintes qui ont fait l'objet d'une enquête préalable et nombre de commissaires par enquête;d) le nombre de plaintes qui ont fait l'objet d'une décision de la Commission;e) le délai moyen entre le dépôt de la plainte et la décision de la Commission.
24.	Nombre de décisions rendues par la Commission pour 2007, 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012 et nature des décisions.
25.	Nombre de décisions rendues en faveur du travailleur et en faveur de l'employeur depuis 2007.
26.	Liste des décisions rendues par la Commission en vertu de la section 1 du chapitre VI de la Loi sur l'équité salariale pour 2007, 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012.
27.	Nombre d'autorisations données en 2011-2012 à des employeurs d'établir un programme distinct applicable à un ou plusieurs établissements si des disparités régionales le justifient.
28.	Nombre de demandes d'assistance d'entreprises ou de personnes concernant leur démarche d'équité salariale.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Table des matières

#	Demande de renseignements particuliers
29.	Nombre d'amendes données par la Commission en vertu du chapitre VIII de la <i>Loi sur l'équité salariale</i> , ventilation par montant des amendes, type d'infraction, secteur d'activité des employeurs.
30.	Nombre de vérifications effectuées en entreprises concernant le respect de la Loi sur l'équité salariale en 2010-2011 et 2011-2012.
31.	Effectifs de la Commission (total, femmes, personnes handicapées, membres de communautés culturelles, autochtones, anglophones) pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 en détaillant les embauches effectuées depuis la sanction de la <i>Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale</i> du 28 mai 2009 à aujourd'hui ainsi que les prévisions pour 2012-2013.
32.	Nombre de formations données par la Commission à l'externe depuis l'adoption de la <i>Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale</i> sanctionnée le 28 mai 2009.
33.	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité et nom de la formation.
34.	Tous les documents, notes, mémos, lettres relativement à « l'abolition de la Commission de l'équité salariale et le transfert de ses activités à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse » et à la décision de maintenir la Commission de l'équité salariale.

Commission de l'équité salariale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP 20

Depuis la création de la Commission, sommes investies en publicité, ventilation par année et par type de média :

Indiquer :

- a) Le nom de toutes les campagnes;
- b) Les coûts de ces campagnes;
- c) Le nom de la firme ou de professionnel retenu pour la réaliser;
- d) Les dates de diffusion de la campagne;
- e) Les objectifs visés par chaque campagne.

2011-2012

- **Campagne : Je suis tellement contente parce que grâce à la Loi sur l'équité salariale....**
 - Coûts : 58 865 \$ (médias écrits)
 - Firme : Brad Marketing
 - Dates : du 1^{er} avril au 30 mai 2011
 - Objectif : informer les personnes salariées de leurs droits en matière d'équité salariale
- **Campagne : (Le 31 décembre 2011 : une nouvelle étape en équité salariale pour les employeurs)**
 - Coûts : 38 720 \$ (8 859 \$, médias écrits et 29 861 \$, Internet)
 - Firme : Triade
 - Dates : du 1^{er} novembre au 31 décembre 2011
 - Objectif : informer les employeurs assujettis de l'obligation d'évaluer le maintien de l'équité salariale au plus tard le 31 décembre 2011

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

Commission de l'équité salariale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP 21

Pour les années 2010-2011 et 2011-2012, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer :

- a) la nature et/ou l'objet du contrat ;
- b) la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autre) ;
- c) copie du contrat ;
- d) copie du résultat ;
- e) copie du résultat.

2010-2011

Se référer au cahier des crédits 2010-2011.

2011-2012

Se référer à la fiche # 5 des Renseignements généraux.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

Commission de l'équité salariale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP 22

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'état d'avancement des travaux des entreprises privées et des secteurs publics et parapublics visant à se conformer à la Loi sur l'équité salariale.

En 2011-2012, aucune étude, recherche, sondage, scénario ou projection n'a été effectué sur l'état d'avancement des travaux dans les entreprises privées et dans les secteurs publics et parapublics.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

Commission de l'équité salariale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP 23

Nombre de plaintes déposées à la Commission en vertu de la Loi sur l'équité salariale, pour les années 2007, 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012;

Indiquer par type de plainte :

- a) le nombre de plaintes en cours;
- b) le nombre de plaintes en médiation;
- c) le nombre de plaintes qui ont fait l'objet d'une enquête préalable et nombre de commissaires par enquête;
- d) le nombre de plaintes qui ont fait l'objet d'une décision de la Commission;
- e) le délai moyen entre le dépôt de la plainte et la décision de la Commission.

Nombre de plaintes déposées à la Commission en vertu de la Loi sur l'équité salariale	
• 2007-2008	391 plaintes
• 2008-2009	240 plaintes
• 2009-2010	616 plaintes
• 2010-2011	2 027 plaintes
• 2011-2012	7 551 plaintes
a) Nombre de plaintes en cours	
9 213 plaintes étaient en traitement à la Commission.	
b) Nombre de plaintes en médiation	
5 963 plaintes étaient en conciliation.	
c) Nombre de plaintes qui ont fait l'objet d'une enquête préliminaire et nombre de plaintes qui ont fait l'objet d'une décision par membre seule	
763 plaintes ont fait l'objet d'une enquête préliminaire et 291 plaintes ont fait l'objet d'une décision par membre seule.	
d) Nombre de plaintes qui ont fait l'objet d'une décision de la Commission	
• 2007-2008	659 plaintes
• 2008-2009	84 plaintes
• 2009-2010	1 718 plaintes
• 2010-2011	50 plaintes
• 2011-2012	593 plaintes
e) Délai moyen entre le dépôt de la plainte et la décision de la Commission	
• 2007-2008	361 jours
• 2008-2009	518 jours
• 2009-2010	551 jours
• 2010-2011	1 167 jours
• 2011-2012	394 jours

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

Commission de l'équité salariale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP 24

Nombre de décisions rendues par la Commission pour 2007, 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012 et nature des décisions.

Nombre de décisions rendues et leur nature	
2007-2008	723 décisions concernant des demandes à caractère décisionnel, des plaintes, des différends, des enquêtes à l'initiative et des vérifications.
2008-2009	271 décisions concernant des plaintes, des enquêtes à l'initiative et des vérifications.
2009-2010	1 761 décisions concernant des plaintes, des différends, des enquêtes à l'initiative et des vérifications.
2010-2011	79 décisions concernant des demandes à caractère décisionnel, des plaintes, des différends et des enquêtes à l'initiative
2011-2012	612 décisions concernant des demandes à caractère décisionnel, des plaintes et des différends

SOURCE : Commission de l'équité salariale
COLLABORATION : Direction de la planification et du développement
VALIDATION: Secrétariat général

Commission de l'équité salariale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP 25

Nombre de décisions rendues en faveur du travailleur et en faveur de l'employeur depuis 2007.

**Cette question ne semble pas pertinente
à l'exercice de l'étude des crédits.**

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

Commission de l'équité salariale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP 26

Liste des décisions rendues par la Commission en vertu de la section I du chapitre VI de la Loi sur l'équité salariale pour 2007, 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012.

Toutes les décisions rendues par la Commission sont disponibles gratuitement sur son site Internet (www.ces.gouv.qc.ca), sur CANLII (www.canlii.ca) et sur SOQUIJ (www.jugements.qc.ca).

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

Commission de l'équité salariale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP 27

Nombre d'autorisations données en 2011-2012 à des employeurs d'établir un programme distinct applicable à un ou plusieurs établissements si des disparités régionales le justifient.

Au 29 février 2012, la Commission n'a accordé aucune autorisation d'établir un programme distinct applicable à un ou plusieurs établissements pour disparités régionales.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

Commission de l'équité salariale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP 28

Nombre de demandes d'assistance d'entreprises ou de personnes concernant leur démarche d'équité salariale.

Pour l'année 2011-2012 :

▪ Nombre de demandes de renseignements :	13 436
▪ Nombre de demandes d'assistance spécialisée :	680

Total :	14 116
---------	---------------

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

Commission de l'équité salariale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP 29

Nombre d'amendes données par la Commission en vertu du chapitre VIII de la *Loi sur l'équité salariale*, ventilation par montant des amendes, type d'infraction, secteur d'activité des employeurs.

À ce jour, aucune amende n'a été imposée en vertu de la *Loi sur l'équité salariale*.

La Commission n'écarte aucun recours pour faire respecter la Loi, si nécessaire.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

Commission de l'équité salariale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP 30

Nombre de vérifications effectuées en entreprises concernant le respect de la Loi sur l'équité salariale en 2010-2011 et 2011-2012.

La Commission de l'équité salariale (CES) n'a procédé à aucune vérification en 2010-2011 et en 2011-2012.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de l'analyse, de la vérification et des enquêtes

VALIDATION: Secrétariat général

Commission de l'équité salariale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP 31

Effectifs de la Commission (total, femmes, personnes handicapées, membres de communautés culturelles, autochtones, anglophones) pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 en détaillant les embauches effectués depuis la sanction de la *Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale* du 29 mai 2009 à aujourd'hui ainsi que les prévisions pour 2012-2013.

Les effectifs réguliers incluant les 2 commissaires :	44
Nombre de femmes :	37
Nombre de personnes handicapées :	0
Nombre de personnes membres des communautés culturelles :	2
Nombre de personnes autochtones :	0
Nombre de personnes anglophones :	1

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP 32

Nombre de formations données par la Commission à l'externe depuis l'adoption de la Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale sanctionnée le 28 mai 2009.

Nombre de formations offertes depuis le 28 mai 2009 : **345**

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION : Secrétariat général

Commission de l'équité salariale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP 33

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

2011-2012

Congrès, colloques, conférences 2011-2012 :

Lieu	Formateur	Nbre Personnes	Coût	
Québec	YWCA	2	70 \$	
	Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	5	6 975 \$	
	Secrétariat des emplois supérieurs	1	S/F	
	Université Laval	2	1 050 \$	
	Institut d'administration	2	200 \$	
	Barreau du Québec	2	114 \$	
	Association des femmes en finances	1	80 \$	
	Université Laval	2	650 \$	
	Centre de leadership – Ateliers	2	277 \$	
	ENAP	1	100 \$	
	Association des responsables de la gestion des plaintes	1	50 \$	
	CARRA	2	30 \$	
	Contrôleur des finances	1	S/F	
	Juristes de l'État	4	1 140 \$	
	Barreau du Québec	1	S/F	
	Barreau de Québec	2	90 \$	
	Montréal	CIAFT	4	600 \$
		Travail Québec – Ministère du travail	5	750 \$
Commission des normes du travail		2	500 \$	
Conseil québécois du commerce		1	439 \$	
Barreau du Québec		1	250 \$	
Conseil du Patronat		1	48 \$	
Longueuil	Institut de la statistique du Québec	1	50 \$	
Ottawa	Congrès Monde des femmes	2	790 \$	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 33

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Formations 2011-2012 :

Lieu	Formateur	Nbre Personnes	Coût
Québec	Publications CCH ltée	3	1 335 \$
	ENAP	3	3 224 \$
	Barreau du Québec	2	239 \$
	CSPQ	3	9 120\$
	CARRA	2	500 \$
Montréal	L'Institut Canadien	1	2 290 \$
	Synesis-Versalys	2	1 190 \$
Longueuil	Université de Sherbrooke	3	2 550 \$

Commission de l'équité salariale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP 34

Tous les documents, notes, mémos, lettres relativement à « l'abolition de la Commission de l'équité salariale et le transfert de ses activités à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse » et à la décision de maintenir la Commission de l'équité salariale.

S/O

SOURCE : Commission de l'équité salariale
COLLABORATION : Direction de la planification et du développement
VALIDATION: Secrétariat général